

COMITÉ NATIONAL EN DÉFENSE DE L'ÉCOLE PUBLIQUE

APPEL DU COMITÉ NATIONAL EN DÉFENSE DE L'ÉCOLE PUBLIQUE RÉUNI LE MARDI 10 MARS 2026

Le comité national réuni le mardi 10 mars 2026 constate que les 4000 suppressions de postes prévues dans le cadre du budget 2026, adopté par 49:3, constituent une attaque frontale contre les services publics et contre l'Ecole publique.

Depuis plusieurs semaines, des mobilisations, des grèves parfois reconduites sur plusieurs jours, des blocages, des occupations d'écoles ont eu lieu pour refuser les suppressions de postes et de classes, pour exiger les moyens nécessaires pour que l'école ne s'effondre pas.

Dans le même temps, le gouvernement entraîne le pays dans la guerre aux côtés de Trump et de Netanyahou, et le président Macron annonce de nouvelles dépenses d'armement. Alors que le budget 2026 prévoit des coupes budgétaires sans précédent pour l'Ecole publique, il n'y a pas de problème pour trouver des milliards quand il s'agit de se doter d'ogives nucléaires, d'un nouveau porte-avions, de créer des classes défense ou mettre en place le service national volontaire...

Partout la résistance se construit et les personnels, les parents d'élèves, les lycéens, les citoyens et parfois les élus cherchent les moyens efficaces pour résister et mettre en échec les conséquences de ce budget. Le comité national a pris connaissance des mobilisations qui ont eu lieu ces derniers jours ou semaines (liste non-exhaustive).

A Marseille, les personnels se sont réunis avec les parents d'élèves et ont décidé de la grève le jeudi 5 mars avec la tenue d'une conférence de presse. D'autres établissements se sont depuis mobilisés avec parfois l'appui des lycéens qui ont organisé le blocage de lycées. Une réunion avec 5 établissements représentés s'est tenue aujourd'hui pour discuter de la suite de la mobilisation et de la reconduction de la grève dès demain mercredi 11 mars. La grève à partir du mardi 17 a été décidée dans certains établissements.

A Paris, le 10 février, la manifestation déterminée des personnels et des parents d'élèves a contraint le Rectorat à recevoir les délégations d'établissements et les parents présents.

Dans le Rhône, une manifestation avec des parents, des personnels a eu lieu devant le Rectorat de Lyon. Un appel intersyndical à la grève a été décidé le 19 mars.

Dans le Tarn, en février, les AESH de l'école de Graulhet ont décidé de la grève reconduite jusqu'à la satisfaction de leurs revendications (trois semaines de grève). Leur détermination a contraint l'administration à répondre à toutes les revendications ! Elles nous montrent la voie ! Les personnels ont décidé de mettre à la discussion la grève à partir du 27 mars.

Dans le Var, un rassemblement intersyndical aura lieu jeudi 12 mars devant la DSDEN pour porter les revendications en particulier concernant la santé des lycéens et des personnels.

En Côte d'Or, un appel intersyndical FO, FSU, CGT, UNSA, CFDT, SUD Éducation appelle à la grève le jeudi 19 mars et à se réunir en assemblée générale pour discuter de la mise en œuvre de la reconduction du mouvement.

COMITÉ NATIONAL EN DÉFENSE DE L'ÉCOLE PUBLIQUE

Dans l'Yonne des opérations collèges morts ont été organisées de façon coordonnée dans plusieurs établissements de l'Auxerrois. Plusieurs écoles ont également été bloquées par les parents, enseignants, élus, qui ont contraint l'inspection à se déplacer pour entendre les revendications et rencontrer des délégations de parents et d'élus. Des actions similaires sont prévues les jours à venir et notamment le blocage d'un collège. Les discussions sont menées pour coordonner les actions et décider du blocage généralisé et de la grève à partir du 26 mars.

Ce mardi 10 mars, à **Paris**, 250 manifestants venus de plusieurs départements se sont rassemblés devant le ministère de l'Éducation nationale. A l'issue du rassemblement, ils ont adopté un appel qui indique, entre autres, que « Si le ministre et le gouvernement ne répondent pas à nos revendications et aux centaines de collègues qui nous ont mandatés pour les porter, alors la grève et sa reconduction sont à l'ordre du jour et la mise à l'arrêt de l'Éducation nationale partout en même temps dans le pays. ».

Le comité national considère que toutes ces mobilisations sont des points d'appui pour l'organisation du rapport de force, dans l'unité la plus large possible, avec les personnels, les parents d'élèves, avec les lycéens pour gagner sur nos revendications.

C'est pourquoi le comité appelle à amplifier partout la mobilisation en :

- **Élargissant les comités départementaux et le comité national**
- **Organisant des réunions de personnels et de parents d'élèves pour discuter et décider de la grève et du blocage**
- **En décidant des initiatives pour bloquer (grève, occupation d'école, « opération établissement désert », ...)**



comite.defense.ecole@gmail.com



[comite.national.en.defense.de.lecole](https://www.facebook.com/comite.national.en.defense.de.lecole)



[comite.national](https://www.instagram.com/comite.national)